



BELGIAN ACADEMIC AND CULTURAL BOYCOTT OF ISRAEL

Le 5 avril 2018.

Lettre ouverte de condamnation du massacre à Gaza perpétré par l'État d'Israël.

Profondément indignés par les événements, les membres de la Campagne belge pour le boycott académique et culturel d'Israël (BACBI) condamnent le massacre que les forces d'occupation israéliennes ont commis contre des Gazaouis, ce vendredi 30 mars, près de la clôture autour de l'étroite Bande de terre de 360 kilomètres carrés, transformée depuis plus de dix ans en une prison à ciel ouvert. Avec des chars et des drones et le déploiement d'unités spéciales et plus de 100 tireurs d'élite, l'armée israélienne n'a pas hésité à utiliser une force excessive contre une action annoncée de protestation pacifique. L'armée israélienne a tiré sur les participant·e·s à balles réelles et s'est servie de drones pour les asperger de gaz lacrymogène. Parmi les manifestants palestiniens non armés, on compte actuellement près de 20 morts et plus de 1 450 blessés, au sein desquels 150 adolescents qui seront handicapés à vie. Plus de 750 de toutes les victimes ont été blessées par des balles réelles ; 20 sont dans un état critique. Les hôpitaux de Gaza, qui en raison du blocus souffrent depuis longtemps d'une pénurie de fournitures médicales, d'électricité et de carburant, ont été inondés en peu de temps avec des patients gravement blessés.

Du côté israélien, derrière le champ de tir, on ne relève aucune blessure.

Les organisateurs de la manifestation pacifique nommée la "Grande Marche du Retour" ont choisi de la commencer le 30 mars parce qu'à cette date les Palestiniens du monde entier commémorent chaque année la "Journée de la terre". Rappelons que le 30 mars 1976, à l'occasion d'une grève générale décrétée par les citoyens « arabes israéliens » de Galilée en protestation contre la confiscation à grande échelle de leurs terres agricoles, les forces de l'ordre israéliennes – armée et police – ont réprimé le mouvement pacifique de manière sanglante : le massacre commis par la police dans la ville de Sakhnin (une vingtaine de kilomètres au nord de Nazareth) a fait 6 morts et des centaines de blessés.

Par la présente campagne de la "Grande Marche du Retour", les Palestiniens veulent protester contre le nettoyage ethnique de leur pays et l'expropriation de leurs terres qui durent depuis la Nakba (ou Catastrophe) en 1948-49, contre les 50 ans d'occupation

militaire de la Cisjordanie, de Jérusalem et de la Bande de Gaza et les 12 ans de blocus barbare et criminel de la Bande.

La campagne actuelle entend réactualiser le droit au retour (garanti par la résolution 194 de l'ONU) de tous les réfugiés palestiniens (et leurs descendants) de 1948 et 1967, une situation qui s'applique à plus des deux tiers de la population actuelle de la Bande de Gaza. En général, nous pouvons dire que la résistance soutenue et légitime du peuple palestinien est dirigée contre la destruction systématique de la société et de la culture palestiniennes, le vol systématique des ressources naturelles et matérielles (comme l'eau) et une existence sans dignité ni perspectives économiques ou politiques, organisée par Israël.

Le massacre de vendredi dernier souligne, une fois encore, la nécessité urgente de mettre fin à la politique coloniale israélienne de domination, d'apartheid et de violations systématiques du droit international et des droits humains. En outre, le blocus illégal du ghetto de Gaza, sur terre, dans les airs et en mer, doit être levé immédiatement, afin que les hommes, femmes et enfants qui souffrent aujourd'hui des conditions terribles, puissent vivre dans la paix, la liberté et la dignité.

À l'exception des États-Unis, le monde a généralement réagi avec horreur à l'attaque terroriste contre des personnes innocentes et désarmées. Encore une fois, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a été bloquée, samedi dernier, par les États-Unis; l'Union européenne (Mme Federica Mogherini) et de nombreuses organisations internationales des droits de l'homme ont réclamé le lancement d'une enquête impartiale. Malheureusement, nous savons déjà que les décideurs politiques israéliens réagissent avec un grand mépris à cette situation comme, dans le passé, à toutes les protestations purement verbales. Le récent massacre à Gaza démontre donc cette fois encore l'inertie de la communauté internationale, et que seule la pression de la campagne mondiale de boycott non violent (BDS) lancée en 2005 par la société civile palestinienne (et qui compte 170 organisations) offre des perspectives. Elle est déjà devenue l'une des plus importantes campagnes en faveur des droits humains et de la justice dans le monde mais il faut lui permettre de s'intensifier, car elle apparaît aujourd'hui comme la seule réponse capable de mettre un terme à la politique d'annexion et d'apartheid conduite par l'État d'Israël

La BACBI, soutenue par plusieurs centaines de signataires universitaires et culturels, exhorte le gouvernement belge en signe de protestation véhémement à rappeler l'ambassadeur belge en Israël et à suspendre la coopération avec l'État israélien, y compris dans le domaine de la recherche scientifique, aussi longtemps qu'il méprise le droit international et les droits humains.

Nous appelons les citoyens de notre pays à se joindre à nous pour condamner le massacre de la Journée de la terre et à renforcer le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Bruxelles, le 5 avril, 2018.

Contacts :

Prof. Perrine Humblet (ULB), tel + 32 2 555 40 61, e-mail : phumblet@ulb.ac.be

Em.Prof. Herman De Ley (UGent), tel. + 32 9 282 50 52, email : herman.deley@ugent.be

Comité de rédaction :

Guy Bajoit, Prof., UCL ; Marie-Christine Closon, Prof. Ém., UCL, Andrew Crosby, chercheur, ULB ; Eric David, Prof., ULB, Bruno Frère, Prof., ULiège ; Jean-Marie Frère, Prof., ULiège ; Perrine Humblet, Prof., ULB, Patrick Italiano, chercheur, ULiège, Marc Jacquemain, Prof., ULiège, Anne Morelli, Prof., ULB ; Christine Pagnouille, Prof., U Liège, Christiane Schomblond, Prof.Ém., ULB; Isabelle Stengers, Prof.Ém., ULB; Vincent Wertz, Prof., UCL; Raven Ruëll, régisseur.

Patrick Deboosere, Prof., VUB; Pascal Debruyne, Dr., UGent; Lieven De Cauter, Prof., KULeuven; Herman De Ley, Em.Prof., UGent; Marc De Meyere, Prof.Ém., UGent; Jan Engelen, Em.Prof., KULeuven; Lieve Franssen, dirigeant Brussels Brecht-Eislerkoor; Carl Gydé, directeur CAMPO; Madeline Lutjeharms, Prof., VUB; Nozomi Takahashi, Dr. Apr., UGent; Marc Vandepitte, filosoof; Thomas Van Riet, Prof., KULeuven, Karin Verelst, Prof., VUB; Hendrik Vos, Prof., UGent, Karim Zahidi, Prof., UAntwerpen.

Soutenue par l'adhésion de près de 700 universitaires, publicistes et artistes belges, la BACBI (Campagne belge pour un boycott académique et culturel d'Israël) est déterminée à aider à instaurer par des moyens démocratiques et pacifiques la liberté et les droits fondamentaux, y compris le droit à l'autodétermination, du peuple palestinien.

Website : <http://www.bacbi.be/>

Listes des signataires: <http://www.bacbi.be/bacbi-signatories.htm> &
<http://www.bacbi.be/cult/signatories-bacbi.htm>

Contact : herman.deley@ugent.be